

Société Innovatech Québec
et Chaudière-Appalaches

**QUATORZIÈME RAPPORT ANNUEL
AU 31 MARS 2008**

MISSION

Créée en 1993 par le gouvernement du Québec, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire qui relève de la Société afin d'en améliorer la compétitivité et la croissance économique. Le territoire desservi par la Société couvre essentiellement les régions Centre du Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie et Québec.



Depuis le début de ses activités en 1994, la Société a réalisé 154 placements pour un montant total investi de 179,4 M\$ réparti dans les secteurs des Sciences de la vie, des Technologies avancées appliquées et des Technologies de l'information et des télécommunications. Sur l'ensemble des placements réalisés, 76 % étaient aux stades de prédémarrage et de démarrage et très souvent, en amont de d'autres investisseurs institutionnels et privés. Le taux de rendement interne global de la Société est de -14,2 %.

Au cours de son existence, la Société a contribué au maintien et à la création de plus de 3 100 emplois dans des secteurs technologiques de pointe sur son territoire. De plus, elle a posé des gestes concrets afin de favoriser le développement de l'économie du savoir et a participé activement à l'essor de nouvelles opportunités d'affaires. Citons, entre autres, le Programme de valorisation de la recherche en 1997, le plan de développement de la Cité de l'optique en 1999 et de celui du secteur de la biophotonique en 2002.

FAITS SAILLANTS

	2008	2007
Capital souscrit par le gouvernement	126,8 M\$	126,8 M\$
Niveau d'autofinancement	100 %	100 %
Réunions du Conseil d'administration	3	7
Investissements autorisés	5	13
Nouveaux dossiers	3	2
Démarrages	2	1
Investissements réalisés	11	13
Montant total investi (incluant produits capitalisés)	6,3 M\$	4,5 M\$
Placements en portefeuille	48	54
Dispositions	6,6 M\$	4,0 M\$
Perte nette	15,2 M\$	12,6 M\$
Juste valeur du portefeuille	26,6 M\$	41,6 M\$
Rendement	- 33,0 %	- 22,5 %
Emploi	2 368	2 298

Innover
s'associer
grandir

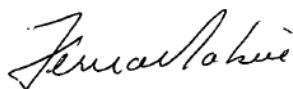
LETTRE DE TRANSMISSION AU MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ

Monsieur Raymond Bachand
Ministre responsable de l'application
de la Loi sur la Société Innovatech
Québec et Chaudière-Appalaches
Hôtel du Parlement
Québec

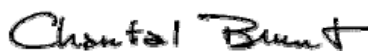
Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2008.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Dr Fernand Labrie
Président du Conseil



Chantal Brunet
Présidente-directrice générale par intérim

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES ACTIVITÉS	2
CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ	8
ÉTATS FINANCIERS	10
LISTE DES PLACEMENTS	28

RAPPORT DES ACTIVITÉS

ENGAGEMENTS

Au cours de l'exercice 2008, le conseil d'administration de la Société a autorisé cinq dossiers d'investissement, contre treize en 2007. Les autorisations représentent des engagements de 1,8 M\$ dont 1,2 M\$ pour deux nouveaux dossiers et 0,6 M\$ pour trois dossiers en portefeuille.

Le secteur des Technologies avancées appliquées a dominé les engagements pris au cours de cet exercice financier non seulement en nombre de dossiers mais aussi en montants autorisés. Aucun dossier d'investissement n'a été autorisé dans le secteur des Sciences de la vie.

INVESTISSEMENTS

La Société a réalisé des investissements de l'ordre de 4,6 M\$ en 2008, contre 4,1 M\$ en 2007. Au cours de l'exercice 2008, huit entreprises du portefeuille ont été supportées financièrement en y injectant 3,2 M\$. De plus, 1,4 M\$ ont été investis dans trois nouvelles opportunités d'affaires provenant du secteur des Technologies avancées appliquées; deux d'entre elles étaient au stade de démarrage.

Les investissements réalisés par la Société en 2008 ont été principalement sous forme de capital-actions ordinaire (50 %) et de titres convertibles (44 %) et se sont inscrits dans le cadre d'investissements totaux de près de 25 M\$. Ainsi, pour chaque dollar investi par la Société, cinq dollars étaient souscrits par d'autres partenaires.

DISPOSITIONS

La Société a généré des liquidités de près de 6,6 M\$ en 2008, contre 4,0 M\$ en 2007. Ces liquidités proviennent du recouvrement de débentures, prêts, contributions remboursables et dispositions d'actions de placements. La Société a radié six placements en 2008, comparativement à quatre en 2007.

PORTEFEUILLE

Au 31 mars 2008, la Société compte 48 placements dont 25 % en Sciences de la vie, 46 % en Technologies avancées appliquées et 29 % en Technologies de l'information et des télécommunications. Au-delà des deux fonds de capital de risque, le portefeuille de la Société comprend 33 entreprises privées et 13 entreprises publiques de petite capitalisation boursière.

Tableau 1 : Portefeuille d'investissements de la Société selon le secteur d'activité.

	Sociétés privées	Sociétés publiques	Fonds de capital de risque	Total (nombre)	Total (%)
Sciences de la vie	6	6	-	12	25
Technologies avancées appliquées	19	3	-	22	46
Technologies de l'information et des télécommunications	8	4	2	14	29
	33	13	2	48	100

Le portefeuille de la Société est presque exclusivement composé d'entreprises technologiques dépendantes d'apport de capitaux de risque, même si plusieurs d'entre elles ont généré des revenus et des bénéfices. Ainsi, la plupart font face à des enjeux importants de croissance et de financement.

Tableau 2 : Répartition du nombre d'entreprises selon le stade de développement.*

	Démarrage	Développement	Revenus**	Bénéfices	Total
Sciences de la vie	-	8	3	1	12
Technologies avancées appliquées	2	8	5	7	22
Technologies de l'information et des télécommunications	-	4	6	2	12
	2	20	14	10	46

* fonds de capital de risque exclus

** revenus annuels supérieurs à 1 M\$ sans bénéfices

PORTEFEUILLE (suite)

Les investissements réalisés par la Société sont en moyenne de 1,8 M\$ par placement; le plus petit est de 100 000 \$ et le plus élevé, de 9,25 M\$.

Tableau 3 : Répartition du portefeuille selon la taille des investissements.

	250 k\$ et moins	1 M\$ à 250 k\$	2,5 M\$ à 1 M\$	5 M\$ à 2,5 M\$	Plus de 5 M\$	Total
Sciences de la vie	2	6	2	2	-	12
Technologies avancées appliquées	4	7	6	5	-	22
Technologies de l'information et des télécommunications	0	1	8	4	1	14
	6	14	16	11	1	48

À la fin de l'exercice, la presque totalité des placements de la Société sont réalisés sous forme de capital-actions ordinaire et de titres convertibles. Il s'agit d'outils financiers adaptés aux entreprises en démarrage.

Tableau 4 : Répartition des investissements réalisés cumulatifs au 31 mars 2008 selon l'outil financier.

	\$	%
Capital-actions ordinaire	44 754 928	66
Titres convertibles	17 471 211	26
Titres non convertibles	5 817 559	8
	68 043 698	100

RENDEMENT

La Société affiche un taux de rendement interne sur ses placements de -33 % pour l'exercice terminé au 31 mars 2008, contre -22,5 % pour celui de 2007. Au cours de la dernière année, d'importantes perturbations dans l'économie nord américaine ont entraîné, entre autres, des répercussions négatives sur les marchés boursiers et financiers. Conséquemment, plusieurs entreprises en portefeuille ont connu des baisses marquées de valeur.

Le secteur des Sciences de la vie a enregistré un taux de rendement de -27,6 % en 2008, contre -36,9 % en 2007. Ce rendement est principalement attribuable à la baisse de valeur des entreprises publiques.

Le secteur des Technologies avancées appliquées a dégagé un taux de rendement de -22,1 % en 2008, contre -17,1 % en 2007. Ce secteur a été également affecté par la baisse de valeur des entreprises publiques.

Le secteur des Technologies de l'information et des télécommunications a été le plus durement touché. Le taux de rendement est passé de -20,8 % en 2007 à -47,8 % en 2008. Cette baisse est attribuable, entre autres, aux difficultés qu'ont éprouvé les entreprises de ce secteur à financer leur croissance.

Tableau 5 : Taux de rendement interne du portefeuille au 31 mars 2008.

	Sociétés privées (%)	Sociétés publiques (%)	Total (%)
Sciences de la vie	- 10,7	- 34,7	- 27,6
Technologies avancées appliquées	- 9,8	- 44,6	- 22,1
Technologies de l'information et des télécommunications	- 42,1	- 53,7	- 47,8
	- 20,7	- 44,0	- 33,0

EMPLOI

Le nombre d'employés au sein des entreprises en portefeuille est demeuré relativement stable en 2008. Selon les statistiques fournies par les entreprises elles-mêmes, on dénombrait 2 368 employés au 31 mars 2008, comparativement à 2 298 au 31 mars 2007. Le nombre d'employés moyen par entreprise est passé de 44 en 2007 à 51 en 2008.

RÉSULTATS FINANCIERS

Au cours de l'exercice financier, les capitaux propres de la Société sont passés de 57,1 M\$ au 31 mars 2007 à 40,6 M\$, en raison de la perte nette principalement engendrée par les pertes matérialisées sur disposition de placements de 14,5 M\$.

Le total de l'actif a diminué de 16,5 M \$. Cette baisse est majoritairement attribuée aux placements qui ont connu une chute marquée de leur valeur passant de 41,6 M\$ en 2007 à 26,6 M\$ en 2008. Tous les secteurs technologiques ont encouru des pertes importantes.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie qui s'élevaient à 14,5 M\$ en 2007 ont diminué de 7,4 M\$ au courant de l'exercice. La principale raison est attribuable au reclassement des PCAA (6,9 M\$) sous les actifs à long terme, suite à leur restructuration au cours de la dernière année.

Les variations des plus et moins values non matérialisées ont généré une dépense de 0,6 M\$ en 2008 par rapport à 5,8 M\$ pour l'exercice précédent. Les revenus réalisés durant l'exercice sont principalement composés des produits de placements et des intérêts sur dépôts à vue et placements temporaires.

Les charges de fonctionnement de la Société se sont chiffrées à 1,2 M\$ en 2008, contre 1,1 M\$ en 2007. L'augmentation de ces charges est principalement due à la perte de change nette plus importante au cours de l'exercice. En 2008, les charges de fonctionnement ont représenté 2,5 % de l'actif moyen sous gestion.

La Société s'est également vue contrainte à enregistrer une provision pour perte sur placements PCAA d'un montant de 1,3 M\$ afin de refléter les pertes potentielles sur ces actifs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fernand Labrie
Président du conseil
Directeur
Centre de recherche en endocrinologie
moléculaire et oncologique de l'Université Laval
Centre de recherche du CHUL

Chantal Blouin
Présidente-directrice générale
Centre Recyclage Informatique inc.

Chantal Brunet⁽¹⁾
Présidente-directrice générale par intérim
Innovatech Québec

Jean-Sébastien Lamoureux⁽²⁾
Vice-président aux filiales
Investissement Québec

Claude Pinault⁽²⁾
Sous-ministre associé
Bureau de la Capitale Nationale

Christyne Tremblay⁽²⁾
Sous-ministre adjointe
Direction générale des politiques et des sociétés d'État
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

⁽¹⁾ Depuis le 21 avril 2008

⁽²⁾ Depuis le 9 avril 2008

PERSONNEL

INVESTISSEMENT

Chantal Brunet, Ph.D., M.B.A., A.S.C.
Présidente-directrice générale par intérim

Maxime Beaupré, B.A.A., M.B.A.
Analyste financier

Dominique Naud, B.A.A., M.B.A.
Analyste financier

Richard Habel, Ing., M.Sc.
Consultant technique en optique-photonique

ADMINISTRATION

Sylvie Dionne
Technicienne comptable

Josée Tremblay, C.A.
Consultante en comptabilité

Francine Drolet
Secrétaire exécutive

CODE D'ÉTHIQUE

La Société a adopté un code d'éthique et de déontologie de façon à inspirer la plus entière confiance auprès des entrepreneurs, investisseurs, partenaires, ainsi que du public en général. Ce code s'applique à l'ensemble du personnel et des administrateurs. En vertu de ce code, tout conflit potentiel doit être divulgué et des règles de conduite claires et rigoureuses sont en vigueur.

Innover
s'associer
grandir

ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2008

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION	11
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR.....	12
RÉSULTATS, RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ.....	13
BILAN.....	15
FLUX DE TRÉSORERIE	16
NOTES COMPLÉMENTAIRES	17 à 27

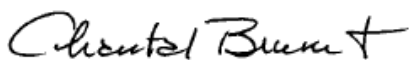
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que des estimations et jugements importants. Les renseignements financiers divulgués dans les autres chapitres du rapport annuel d'activités correspondent en tout point à l'information contenue dans les états financiers.

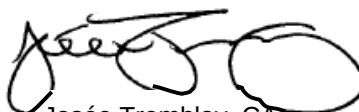
Afin de s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens de la Société sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et au moment opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. À ce titre, le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2008.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'entendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Chantal Brunet
Présidente-directrice générale
par intérim



Josée Tremblay, CA
Consultante externe

Québec, le 6 juin 2008

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 2008 et l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2008, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux conventions comptables relatives aux instruments financiers, tel qu'expliqué à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 6 juin 2008

RÉSULTATS, RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2008	2007
PRODUITS		
Produits des placements	1 168 689 \$	885 742 \$
Intérêts sur dépôts à vue et placements temporaires	362 536	637 838
Honoraires de gestion	43 500	48 500
Gains matérialisés sur disposition de placements	840 590	229 998
Variation des plus-values non matérialisées	(2 168 592)	1 748 643
Gains sur disposition d'immobilisations	-	1 220
	246 723	3 551 941
CHARGES		
Charges de fonctionnement :		
Traitements et avantages sociaux	505 227	575 683
Services professionnels et contractuels	115 804	162 629
Loyers	89 715	94 397
Publicité et promotion	19 002	23 128
Déplacements et développement des affaires	37 792	39 605
Frais de bureau	72 759	80 250
Communications	15 390	19 117
Perte de change nette	272 076	56 978
Amortissement des immobilisations corporelles	24 132	27 630
	1 151 897	1 079 417
Autres charges :		
Créances douteuses	50 384	19 650
Pertes matérialisées sur disposition de placements	14 546 861	7 539 730
Provision pour perte sur placements PCAA (note 8)	1 316 000	-
Variation des moins-values non matérialisées	(1 577 267)	7 539 274
	14 335 978	15 098 654
	15 487 875	16 178 071

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉSULTATS, RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ (suite)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2008	2007
PERTE NETTE ET RÉSULTAT ÉTENDU	(15 241 152) \$	(12 626 130) \$
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT	(69 699 233) \$	(57 073 103) \$
Incidence de l'application des nouvelles conventions comptables (note 3)	(1 235 000)	-
	(70 934 233)	(57 073 103)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	(86 175 385) \$	(69 699 233) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN

AU 31 MARS

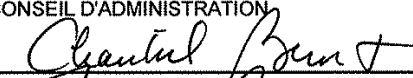
	2008	2007
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	7 025 334 \$	2 866 335 \$
Placements temporaires (note 5)	-	11 586 389
Créances (note 6)	134 298	165 953
Produits de disposition à recevoir, sans intérêt	-	494 164
Frais payés d'avance	21 710	36 609
Autre actif (note 7)	-	350 000
	7 181 342	15 499 450
Placements - papier commercial (PCAA) (note 8)	6 857 430	-
Placements (notes 9 et 16)	26 606 148	41 609 060
Immobilisations corporelles (note 10)	45 976	60 608
	40 690 896 \$	57 169 118 \$
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	83 185 \$	85 255 \$
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 11)	126 783 096	126 783 096
Déficit cumulé	(86 175 385)	(69 699 233)
	40 607 711	57 083 863
	40 690 896 \$	57 169 118 \$

ENGAGEMENTS (note 14)

ÉVENTUALITÉ (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


 Administrateur

 Administrateur

FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2008	2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(15 241 152) \$	(12 626 130) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	24 132	27 630
Intérêts capitalisés sur les placements	(346 650)	(198 268)
Dividendes en actions	-	(154 201)
Pertes matérialisées sur disposition de placements	14 546 861	7 539 730
Provision pour perte sur placements PCAA (note 8)	1 316 000	-
Variation des moins-values non matérialisées	(1 577 267)	7 539 274
Gains matérialisés sur disposition de placements	(840 590)	(229 998)
Variation des plus-values non matérialisées	2 168 592	(1 748 643)
	49 926	149 394
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 12)	538 648	60 220
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	588 574	209 614
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(9 500)	(59 709)
Acquisition de placements	(4 284 852)	(4 099 418)
Acquisition d'un autre actif	-	(350 000)
Acquisition de placements - papier commercial (PCAA)	(8 173 430)	-
Recouvrement de débentures, prêts, contributions remboursables et avances	1 284 115	1 291 995
Produit de la disposition d'actions	3 167 703	916 103
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 015 964)	(2 301 029)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(7 427 390)	(2 091 415)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	14 452 724	16 544 139
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	7 025 334 \$	14 452 724 \$
Encaisse	7 025 334 \$	2 866 335 \$
Placements temporaires	-	11 586 389
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	7 025 334 \$	14 452 724 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2008

1. CONSTITUTION ET MISSION

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993, et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.R.Q. chapitre S-17.4). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) – Société de placement du manuel de l'Institut canadien des comptables agréés. Qualifiée d'organisme de capital de risque, la Société prend des engagements d'investissement sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

Faisant suite au *Discours sur le budget 2004-2005* prononcé par le ministre des Finances du Québec le 30 mars 2004, le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche a indiqué, le 6 avril 2004, que la Société serait transformée en société en commandite disposant d'un capital mixte public-privé.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations sont relatives à l'évaluation de la juste valeur des placements. Si les circonstances ou la conjoncture économique qui sous-tendent ces estimations viennent à changer, cela pourrait modifier les jugements posés par la direction. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Conversion de devises

Les éléments d'actif ou de passif monétaire sont convertis au cours de change à la date du bilan. Les autres éléments d'actif ou passif sont convertis au cours d'origine. Les produits libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inclus dans l'état des résultats.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Constatation des produits

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits en découlant sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains ou pertes matérialisés sur disposition de placements sont constatés au moment où ils sont réalisés en se basant sur le coût.

Instruments financiers

I) Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction.

II) Classification et évaluation ultérieure :

L'encaisse est classée à titre d'« Actifs détenus à des fins de transactions » et est évaluée à la juste valeur. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats, le cas échéant.

Les créances sont classées dans la catégorie « Prêts et créances » et sont évaluées au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement du taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêts et les coûts de transaction afférents sont comptabilisés aux résultats.

Les charges à payer et frais courus sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats.

III) Juste valeur des instruments financiers :

La juste valeur représente la valeur estimative sur laquelle des parties agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence pourraient s'entendre pour échanger des instruments.

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

IV) La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas de la perte nette.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative. Les placements temporaires sont comptabilisés à leur juste valeur.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Placements

En vertu de la NOC-18, tous les placements sont évalués à la juste valeur.

a) Titres non cotés

La juste valeur des investissements effectués durant l'exercice en cours est présumée ne pas avoir changé durant l'exercice et être égale à la valeur comptable, sous réserve d'un changement significatif de la situation. La juste valeur est évaluée selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, notamment, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, ententes de principes ou plans d'affaires, l'analyse de ratios portant sur des entreprises comparables et l'actualisation de flux de trésorerie libres représentatifs. Certains titres incluent des produits capitalisés lorsque cette situation est prévue par convention.

b) Titres cotés

La juste valeur des actions cotées est établie sur la base du cours acheteur à la date du bilan.

Bon nombre d'instruments ne pouvant toutefois être facilement négociés, faute de marché, la juste valeur est affectée de manière significative par les hypothèses utilisées. La juste valeur qui en découle ne devrait donc pas être interprétée comme la valeur de réalisation à laquelle donnerait lieu un règlement immédiat des instruments.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût d'acquisition et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile prévue suivantes :

Améliorations locatives	4 ans
Équipement de bureau	4 ans
Équipement et matériel informatique	3 ans
Mobilier	6 ans

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Au 31 mars 2008, aucune perte de valeur n'a été constatée.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1er avril 2007, la Société a adopté les exigences des nouveaux chapitres du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») relatifs aux instruments financiers : le chapitre 1530 intitulé « Résultat étendu », le chapitre 3855 intitulé « Instruments financiers - comptabilisation et évaluation », le chapitre 3865 « couvertures » et le chapitre 3861 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ». Les chiffres correspondants de l'exercice terminé le 31 mars 2007 n'ont pas été retraités, conformément aux dispositions transitoires prévues.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Le chapitre 3855 établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers y compris les instruments dérivés. Conformément à ces normes, les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés, doivent être comptabilisés dans le bilan lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier ou du contrat dérivé. De plus, cette norme prévoit que tous les instruments financiers seront évalués à leur juste valeur au moment de la comptabilisation initiale, sauf dans les cas d'opérations entre apparentés.

La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur.

Les instruments financiers sont dorénavant classés dans l'une des catégories suivantes : 1) détenus à des fins de transactions; 2) actifs disponibles à la vente; 3) placements détenus jusqu'à l'échéance; 4) prêts et créances; 5) autres passifs financiers. L'évaluation des instruments financiers au cours des périodes subséquentes dépend de la catégorie dans laquelle ils ont été classés.

Aux fins de l'application du chapitre 3855, les classements adoptés par la société sont divulgués à la note 2.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leur contrat hôte et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte.

La Société a choisi le 1^{er} avril 2003 comme date de transition des dérivés incorporés, tel que prévu aux dispositions transitoires du chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA. En conséquence, seuls les contrats ou les instruments financiers conclus ou modifiés après la date de transition ont été revus en vue de recenser les dérivés incorporés.

Conformément aux règles de transition relatives à l'adoption de ces nouvelles normes, la Société a comptabilisé tous les actifs et passifs financiers dans le bilan en fonction de leur classification au 1^{er} avril 2007.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les placements sont exclus des recommandations de cette norme et sont comptabilisés en vertu de la note d'orientation 18 (NOC-18) intitulée « société de placements ». La Société répondant aux critères permettant de définir qu'elle se qualifie à titre de société de placement.

Incidences de l'adoption de ces normes

Les ajustements provenant de la réévaluation des actifs financiers sont présentés au déficit cumulé en date du 1^{er} avril 2007. L'incidence est une augmentation de 1 235 000\$ de ce poste.

Les chiffres correspondants n'ont pas été retraités en fonction des nouvelles normes comptables. Par conséquent, les deux exercices ne sont pas comparables.

4. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

Au cours du prochain exercice, la Société appliquera les nouvelles recommandations de l'ICCA suivantes : le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », le chapitre 3862, « Instruments financiers - informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers - présentation ». La Société est à évaluer les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir précisées dans les normes, mais ces dernières ne devraient pas avoir d'incidence sur les résultats de la Société.

Le chapitre 1535 établit les normes à l'égard de l'information à fournir sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Ces normes visent à permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital adoptés par l'entité.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers - présentation et information à fournir ». L'information à fournir a fait l'objet d'une révision et d'une accentuation, alors que les exigences en matière de présentation sont demeurées les mêmes. Ces nouveaux chapitres viennent accroître l'importance de fournir de l'information sur la nature et la portée des risques inhérents aux instruments financiers et sur la façon dont la direction gère ces risques.

5. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2008	2007
Certificats de dépôt à 4,35 % échéant en avril 2007	- \$	6 464 100 \$
Certificat de dépôt à 5,20 % échéant en avril 2007	-	1 148 954
Certificats de dépôt à 4,25 % échéant en mai 2007	-	1 491 660
Certificats de dépôt à 4,35 % échéant en mai 2007	-	2 481 675
	- \$	11 586 389 \$

6. CRÉANCES

	2008	2007
Intérêts à recevoir sur les placements incluant une provision pour créances douteuses de 22 932 \$ (74 266 \$ en 2007)	104 359 \$	99 472 \$
Intérêts courus sur les placements temporaires	-	47 768
Autres, incluant une provision pour créances douteuses de 12 115 \$ (0 \$ en 2007)	29 939	18 713
	134 298 \$	165 953 \$

7. AUTRE ACTIF

	2008	2007
Placement en actions souscrites mais non émises	- \$	350 000 \$

La Société a reçu durant l'exercice les actions relatives à son investissement de 350 000 \$ effectué au courant de l'exercice précédent.

8. PLACEMENTS – PAPIER COMMERCIAL (PCAA)

Au 31 mars 2008, la Société détient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs non garantis par des banques et en restructuration (PCAA de tiers en restructuration). Le PCAA est un instrument de financement à court terme émis par des fiducies, aussi appelé « conduits », généralement pour des échéances variant de un à trois mois. Le PCAA de tiers en restructuration est adossé à divers actifs tels que des créances hypothécaires ou à la consommation et des actifs financiers. Depuis le 13 août 2007, la Société n'a pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu des PCAA de tiers qu'elle détient lorsque ceux-ci sont venus à échéance. Au moment de leur acquisition par la Société, les PCAA de tiers étaient cotés « R-1 » (High) par l'agence de notation DBRS Limited (« DBRS »), soit la plus haute cote accordée par DBRS pour du papier commercial adossé à des actifs.

Des démarches ont été entreprises en vue de restructurer le PCAA de tiers depuis le 13 août 2007. Un groupe d'investisseurs et d'institutions financières a proposé une entente, la « proposition de Montréal ». En vertu de cette entente, les investisseurs et les institutions financières se sont engagés à ne pas mettre les conduits en défaut afin d'éviter une vente forcée des créances et actifs financiers sous-jacents.

Plusieurs intervenants du marché canadien des PCAA ont adhéré à la proposition de Montréal. Cependant, la Société possède certains PCAA émis par un conduit qui n'a pas adhéré à la proposition de Montréal. Ce conduit opère sa propre restructuration dont les paramètres sont sensiblement les mêmes, et à certains égards, plus avantageux que ceux de la proposition de Montréal.

8. PLACEMENTS – PAPIER COMMERCIAL (PCAA) (SUITE)

En décembre 2007, le comité pancanadien des investisseurs, composé de participants à la proposition de Montréal, a approuvé une proposition d'entente de restructuration de fiducies visées par la proposition de Montréal. Le 25 avril 2008, les détenteurs de PCAA ont voté en faveur du plan de restructuration. Le plan a été ratifié par la Cour supérieure de l'Ontario.

Cette proposition a pour principaux objectifs de remplacer les PCAA de tiers par de nouveaux titres ayant une échéance similaire à celle des créances et actifs sous-jacents, de regrouper certaines séries de PCAA de tiers qui sont soutenues en tout ou en partie par des actifs synthétiques, l'allègement des obligations d'appels de marge des conduits existants et la mise en place de facilités d'appel de marge et le soutien aux besoins en liquidité des porteurs de PCAA de tiers lorsque nécessaire.

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de PCAA de tiers en restructuration, la Société a établi, conformément aux directives de l'ICCA, des justes valeurs pour les différents titres de PCAA, selon une technique d'évaluation basée sur des hypothèses découlant de l'information disponible au 31 mars 2008.

En établissant la juste valeur de ces titres, la Société attribue selon les informations obtenues une grande probabilité de succès à la proposition de restructuration et une faible probabilité à un scénario de liquidation ordonnée ou forcée.

Compte tenu de ce qui précède, la Société a comptabilisé, à l'encontre de son portefeuille de titres de PCAA de tiers en restructuration, une moins-value non matérialisée de 1 316 000 \$ dans son état des résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2008.

Au 31 mars 2008, la Société détient des titres de PCAA de tiers en restructuration dont le coût s'élève à 8 173 430 \$ (6 857 430 \$ à la juste valeur).

La juste valeur des PCAA est déterminée sur un modèle financier traduisant les incertitudes liées au rendement, aux écarts de crédit, à la nature et au risque de crédit des actifs sous-jacents, aux montants et aux moments des encaissements des flux de trésorerie ainsi qu'aux échéances des nouveaux billets de remplacement, afin de fournir une juste valeur des titres de PCAA reflétant les conditions des marchés au 31 mars.

La Société est d'avis que l'estimation des justes valeurs comptabilisées est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2008. Néanmoins, ces justes valeurs sont établies en fonction de l'information disponible à cette date, de l'appréciation par la Société de la conjoncture des marchés financiers et de la probabilité relative au succès de la proposition de restructuration. En conséquence, les justes valeurs présentées peuvent varier de façon importante au cours des périodes ultérieures. L'hypothèse la plus critique repose sur la probabilité de succès de la proposition de restructuration. L'attribution d'un poids plus important à un scénario de liquidation aurait pour effet d'augmenter sensiblement la moins-value non matérialisée estimée.

9. PLACEMENTS

	2008	2007
Actions ordinaires		
sociétés privées	4 728 128 \$	7 636 943 \$
sociétés publiques	8 348 179	14 355 629
Titres convertibles en actions ordinaires		
Actions	6 261 403	9 626 991
Débentures et prêts (note 16b)		
échéant de 2008 à 2017	2 881 196	5 783 143
Titres non convertibles		
Actions	1 793 326	2 093 326
Débentures et prêts (note 16b)		
échéant de 2008 à 2011	1 793 770	487 918
à demande		272 921
Contributions remboursables (note 16b)		
échéant en 2010 et 2011	800 146	1 352 189
	26 606 148 \$	41 609 060 \$

Les intérêts capitalisés au cours de l'exercice s'élèvent à un montant de 346 650 \$ (2007: 198 268 \$).

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2008			2007
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Améliorations locatives	55 703 \$	22 049 \$	33 654 \$	47 580 \$
Équipement de bureau	16 135	15 204	931	927
Équipement et matériel informatique	142 993	133 602	9 391	8 275
Mobilier	137 177	135 177	2 000	3 826
	352 008 \$	306 032 \$	45 976 \$	60 608 \$

11. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 150 000 000 \$.

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

	2008	2007
Autorisé :		
1 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
1 267 830 actions ordinaires	126 783 096 \$	126 783 096 \$

12. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE LIÉS À L'EXPLOITATION

	2008	2007
Variation des créances*	525 819 \$	155 033 \$
Variation des frais payés d'avance	14 899	(11 081)
Variation des charges à payer et frais courus	(2 070)	(83 732)
	538 648 \$	60 220 \$

*Incluant les produits de disposition à recevoir à court terme

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

14. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2008, les engagements de la Société relatifs au soutien financier des initiatives s'élevaient à 689 994 \$ (6 382 285 \$ au 31 mars 2007).

Les engagements relatifs au soutien financier des initiatives représentent les investissements autorisés par le conseil d'administration de la Société qui n'avaient pas été déboursés au 31 mars 2008. Suivant certains événements, ces montants pourraient ne pas être versés.

15. ÉVENTUALITÉ

En juin 2006, une poursuite fut déposée contre la Société. Cette requête vise principalement le paiement de dommages-intérêts pour une somme maximale de 930 000 \$. À la date de préparation des états financiers, la Société n'était pas en mesure d'évaluer l'issue de cette poursuite ni les impacts financiers pouvant en découler, le cas échéant.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Risques de concentration de crédit et de fluctuation de prix

Les risques de crédit et de fluctuation de prix proviennent de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements ou que la valeur du titre détenu fluctue. La Société investit dans des sociétés qui occupent une position concurrentielle prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Elle est toutefois exposée aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités.

Au 31 mars 2008, la concentration des investissements se répartit ainsi :

	2008	2007
Sciences de la vie	25 %	22 %
Technologies avancées appliquées	44 %	36 %
Technologies de l'information	23 %	32 %
Autres fonds de capital de risque	8 %	10 %

La concentration la plus significative pour un même placement est de 8,1 % de la juste valeur des placements totaux (9,7 % au 31 mars 2007).

16. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la Société à des risques de concentration de crédit et de fluctuation de prix se composent principalement de l'encaisse, des créances et des placements. L'encaisse est détenue dans une institution financière de premier ordre. Par conséquent, la direction estime que le risque de crédit lié à l'encaisse est minime. Les créances et les placements sont relatifs à des entreprises ayant fait l'objet d'une analyse approfondie lors de l'investissement initial. Par la suite, l'évolution des entreprises est analysée sur une base régulière et un suivi est effectué lorsque nécessaire. La direction ne croit pas être exposée à des risques de crédit et de fluctuation de prix supérieurs à la moyenne de son secteur d'activités.

b) Risque de taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur les placements et le risque auquel la Société est exposée à l'égard des taux d'intérêt sont résumés dans le tableau qui suit :

	Sans intérêt	Taux fixe**	Total
Débitures et prêts convertibles en actions ordinaires			
échéant de 2008 à 2017	- \$	2 881 196 \$	2 881 196 \$
Débitures et prêts non convertibles en actions ordinaires			
échéant de 2008 à 2011	-	1 793 770	1 793 770
Contributions remboursables*			
échéant en 2010 et 2011	800 146	-	800 146
	800 146 \$	4 674 966 \$	5 475 112 \$

* Les contributions sont remboursables sous forme de redevances sur les ventes

** Les taux d'intérêts varient de 7 % à 15 %

c) Risque de devises

La Société a investi certaines sommes en devises, soit le dollar US. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2008, l'actif net libellé en dollars US et converti en dollars canadiens représente 6 606 054 \$ (6 739 686 \$ au 31 mars 2007). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change.

LISTE DES PLACEMENTS AU 31 MARS 2008

SCIENCES DE LA VIE

Aeterna Zentaris inc. *

Ambrilia Biopharma inc. *

Asmacure inc.

Atrium Innovations inc. *

Biotanika Santé inc.

Bioxel Pharma inc. *

Groupe Pec-Nord inc.

Innatis Pharma AB

Lab_Bell inc.

Medicago inc. *

TGN Biotech inc.

Victhom Bionique Humaine inc. *



TECHNOLOGIES AVANCÉES APPLIQUÉES

Avensys inc.

Axiocom inc.

Camivan inc.

ComLab Télécommunications inc.

Dö Networks inc.

Domosys inc.

Gentec Électro-Optique inc.

Groupe CorActive inc.

H2O Innovation inc. *

Leddartech inc.

LYRtech inc. *

Neoptix inc.

Optosecurity inc.

PhotIntech inc.

Premier Tech Ltée

SiliCycle inc.

SiM Composites inc.

Sonertec inc.

Systèmes PRAN inc.

TeraXion inc.

TS03 inc. *

Usital Canada inc.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Amadeus International inc. *

ESM International inc.

GEOCOMtms inc.

Gespro Technologies inc.

GlobeCom International inc. *

Harfan Technologies inc.

Hexago Networks inc.

Korem inc.

Labcal Technologies inc.

Logiciels Dynagram inc.

Solutions Extenway inc. *

Wanted Technologies inc. *

FONDS D'INVESTISSEMENT

Fonds Entrepia Nord, S.E.C.

VIMAC Early Stage Fund L.P.

* Société publique

SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

RENSEIGNEMENTS

925, Grande Allée Ouest, Suite 120
Québec (Québec) G1S 1C1

Téléphone : (418) 528-9770
Sans frais : 1-866-605-1676
Télécopieur : (418) 528-9783
info@innovatechquebec.com

La version électronique du rapport annuel est disponible sur le site Web de la Société à
www.innovatechquebec.com .

Rapport annuel 2007-2008

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2008

ISBN : 978-2-550-53465-5

Imprimé au Québec